

Déclaration à la presse du Conseil de Sécurité des Nations Unies

New York, le 27 décembre 2012

Les membres du Conseil de Sécurité réitèrent leur vive préoccupation relative à la situation en cours en République centrafricaine. Ils condamnent les attaques répétées sur plusieurs villes, perpétrées par la coalition de groupes armés « Seleka », qui compromettent gravement l'Accord de Paix Global de Libreville et constituent une menace pour la population civile, ainsi que pour la stabilité de la République centrafricaine.

Les membres du Conseil de Sécurité demandent une nouvelle fois aux groupes armés de cesser immédiatement les hostilités, de se retirer des villes capturées et de cesser toute progression vers la ville de Bangui. Ils exhortent toutes les parties prenantes à s'abstenir de tout acte de violence contre les civils et à respecter les droits de l'homme, soulignant que les auteurs de violations doivent être tenus responsables. Ils renouvellent leur appel à tous les acteurs afin qu'ils recherchent une solution pacifique en s'engageant, de manière constructive, dans un dialogue politique approprié.

Les membres du Conseil de Sécurité appuient les efforts déployés par la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) pour résoudre la crise. Ils se félicitent du Communiqué final du Sommet extraordinaire des chefs d'État de la CEEAC qui s'est tenue à Ndjamena le 21 Décembre 2012. Ils prennent note, avec satisfaction, du soutien exprimé par la Présidente de la Commission de l'Union africaine en faveur des démarches entreprises par la CEEAC. Ils appellent toutes les parties à se conformer aux décisions du Sommet de la CEEAC et à s'engager de bonne foi dans les négociations qui auront lieu à Libreville.

Les membres du Conseil de Sécurité soulignent la responsabilité du Gouvernement de la République centrafricaine de maintenir la loi et l'ordre, et d'assurer la sécurité de la population civile.